

Ursula von der Leyen
Présidente de la Commission européenne
Copie: Margrethe Vestager, Vice-présidente
Paolo Gentiloni, Commissaire
Thierry Breton, Commissaire

David Sassoli
Président du Parlement européen

Charles Michel
Président du Conseil européen

Paris, le 8 décembre 2020

Chers Présidents,

Le 10 décembre, le Conseil européen consacré à la coordination dans la lutte contre la pandémie, au changement climatique, à la sécurité et aux relations extérieures sera également crucial pour acter le nouveau cadre financier pluriannuel (CFP) et l'instrument Next Generation EU.

Ces deux instruments sont déterminants pour doter l'Europe du plan de relance dont elle a besoin pour sa croissance : ils doivent devenir opérationnels sans plus de retard. Nous sommes conscients des efforts de négociation en cours, mais aussi très préoccupés de ce que les blocages n'aient pas encore été surmontés. Le temps presse et le risque d'entrer dans le système des douzièmes provisoires apparaît très élevé.

Selon les dernières perspectives économiques de BusinessEurope, l'économie de l'Union reculera de 7,3% en 2020. La situation s'est aggravée ces dernières semaines avec une propagation du virus plus rapide que prévue et une seconde vague de confinement. Alors que les données officielles ne montrent qu'une faible augmentation du chômage, la diminution des heures travaillées correspond à 18 millions d'emplois à plein temps perdus au troisième trimestre 2020. Le retour aux niveaux de production pré-COVID sera probablement long, inégal et avec un degré élevé d'incertitude.

Dès lors, il est impératif que les décideurs politiques soutiennent nos économies. Les citoyens et les entreprises européens attendent le feu vert pour le plan de relance. Une réponse rapide est indispensable, notamment à ceux qui ont dû fermer temporairement leurs activités, aux travailleurs inquiets pour leur travail, aux personnes dont le mode de vie est menacé. Si nous voulons vraiment réussir à vaincre la pandémie, toutes les forces doivent être réunies et déployées pour avancer et commencer à reconstruire notre avenir.

Nos organisations représentent les entreprises des cinq pays qui figurent parmi les principaux bénéficiaires du mécanisme de relance et de résilience (RRF), avec près des deux tiers de la composante des subventions destinées à soutenir leurs réformes et leurs investissements.

Aussi, nous exhortons les institutions européennes et les États membres à adopter des règles simples et stables pour garantir des plans de relance et de résilience réellement efficaces et pour assurer la pleine participation des partenaires sociaux à leur élaboration et à leur mise en œuvre.

L'opportunité représentée par le RRF est sans précédent et les règles en matière d'aides d'État joueront un rôle clé à cet égard. Selon le règlement RRF, la mise en œuvre des plans nationaux de relance devra se conformer aux règles en matière d'aides d'État afin d'éviter toute distorsion de concurrence. Il est essentiel, en même temps, de fournir un cadre d'aides d'État cohérent et adapté, permettant aux États membres de soutenir et de financer la reprise au niveau national, en gardant à l'esprit la nécessité de garantir des conditions de concurrence équitables au sein du marché intérieur.

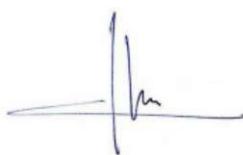
Afin de garantir une mise en œuvre rapide des mesures qui nécessiteront toujours une autorisation préalable de la Commission il apparaît essentiel de prévoir des processus de notification plus courts et plus fluides. En outre, les réformes et les investissements devront reposer sur des priorités claires et correctement combinées afin de répondre aux ambitions de l'Union en matière de protection de l'environnement et d'innovation numérique. Cela ne sera possible qu'en autorisant de nouvelles formes de coopération public-privé visant non seulement à donner une continuité aux réformes mises en œuvre, mais aussi à générer des investissements productifs. Le soutien aux grands projets intégrés, couvrant la recherche, l'innovation et la première industrialisation, sera essentiel.

Le BDI, la CEOE, la Confindustria, le Lewiatan et le Medef, ainsi que notre organisation européenne BusinessEurope, sont fermement engagés et mobilisés afin de faire du plan de relance européen un succès pour nos entreprises, nos travailleurs et nos citoyens.

Cordialement,



Dieter Kempf
Président du BDI



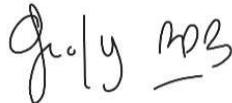
Antonio Garamendi
Président de CEOE



Carlo Bonomi
Président de la Confindustria



Maciej Witucki
Président de Lewiatan



Geoffroy Roux de Bézieux
Président du Medef